

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONDERIE BOT

103 BD DENFERT ROCHEREAU
BP.77
38500 Voiron

Références : 2026-Is006TN3

Code AIOT : 0006103268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement FONDERIE BOT implanté 103 Bd Denfert Rochereau BP 77 38500 Voiron. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE BOT
- 103 Bd Denfert Rochereau BP 77 38500 Voiron
- Code AIOT : 0006103268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOT exploite une fonderie de fonte de deuxième fusion sur la commune de Voiron depuis 1913. Cette entreprise familiale (capital appartenant à 100 % à la famille BOT) fabrique des pièces en fonte à l'unité qui pèsent entre 50 kg et 1 tonne.

L'usine est implantée sur un terrain d'une superficie de 24 000 m² dont 6 800 m² d'ateliers et de zones de stockage.

L'entreprise compte 25 salariés. La clientèle est diversifiée : secteur de l'énergie et de l'hydraulique, génie civil et mobilier urbain, fabricants de machines industrielles, etc.

L'établissement est réglementé notamment par les AP 2009-04913 du 10 juin 2009 et 2019-04-23 du 25 avril 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Schéma des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Eaux pluviales polluées	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 4.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Ressource en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 2	Sans objet
2	Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article titre II art 4.II	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 2 et 3	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 4 et 5	Sans objet
6	Registre des sables de fonderie	Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 15	Sans objet
9	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 4.1.1 et 4.1.2 et 4.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fait réaliser régulièrement des mesures au niveau de ses rejets atmosphériques, comme l'exige son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Les VLE sont respectées.

Un schéma des réseaux d'eau est à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 2		
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative		
Prescription contrôlée :		
Le tableau de classement des activités du site visé à l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 du titre 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N°2009-04913 du 10 juin 2009 susvisé, est modifié comme suit :		
rubrique	libellé et régime	Capacité du site
2551.1	fonderie de métaux et alliage ferreux A	15t/j
2575	Emploi de matières abrasives pour le décapage des métaux D	115KW
2921 B	Tours aéroréfrigérantes DC	100KW
2560	Travail mécanique des métaux NC	34KW
1434	Distribution de gasoil NC	3m³/h
Constats :		
L'exploitant indique qu'en 2015, 382 m² de la parcelle 211 constituant un chemin d'accès à la villa présente sur le site ont été cédés à la CAPV en vue d'aménagement de la nouvelle gare routière sud. Il précise qu'à ce jour la CAPV a pour projet de racheter/ échanger une autre partie de cette même parcelle où est présent l'atelier de stockage d'outillages de l'exploitant. L'atelier serait déplacé sur une autre parcelle située au Sud Ouest du site, actuellement propriété de la CAPV. Aucune date n'a été donnée à ce jour.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
Observation : L'exploitant devra faire une déclaration de modification accompagnée des éléments d'appréciations conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : article 3.2.2 liste des 3 points de rejets article 3.2.3 débit et vitesse d'éjection des 3 points de rejets article 3.2.4 VLE (concentration) des 3 points de rejets en poussières Une mesure de la concentration des poussières doit être effectuée selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. article 3.2.5 VLE (flux) des 3 points de rejets en poussières
Constats : Trois points de rejet existent sur le site, au niveau du four électrique, de la grenailleuse et de la cabine d'ébarbage. L'arrêté prévoit une mesure des poussières au moins tous les 3 ans. L'inspection a demandé la communication des deux derniers rapports de contrôles datant respectivement du 28/02/2024 et 24/11/2020, réalisés par l'Apave. Il n'a pas été constaté de dépassement des VLE (en débit, concentration et vitesse d'éjection) au niveau de chacun des 3 rejets. Seules les poussières sont mesurées, conformément à la réglementation. Les résultats des mesures sont rendus sur gaz sec et à des conditions normalisées de température et de pression. La fréquence de surveillance est respectée. Les résultats sont conformes. L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point. Concernant les filtres à manche, l'exploitant dispose d'un registre de suivi et de changement des filtres. Le filtre du four dispose d'un suivi en continu par différentiel de pression qui enclenche un décolmatage automatique. Sur la grenailleuse et l'ébarbage un décolmatage séquentiel est réalisé. Un contrôle visuel via l'ouverture des trappes est réalisé, en plus des décolmatages, environ une fois par mois par les opérateurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article titre II art 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des déchets - gerep
Prescription contrôlée : II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. ... Constats : L'exploitant tient un registre mensuel de ses déchets accompagnés des BSD y afférents ainsi qu'un tableau annuel de suivi. En séance il a été consulté le tableau annuel 2025 de suivi des déchets dangereux et non dangereux. La quantité de DD (constitués des emballages souillés) est de 0,532t/an. La quantité de DND (constitués des sables de fonderie) est de 350,640t/an. La quantité de DD étant inférieure à 2t/an, il n'est pas nécessaire de déclarer dans Gerep les quantités de déchets produits. Un point spécifique sur le registre lié au déchet de « sable de fonderie » est fait au constat n°6. Depuis le 1er janvier 2022, une dématérialisation des BSDD est obligatoire (sur le site de Trackdéchets : https://trackdechets.beta.gouv.fr/), conformément au décret n° 2021-321. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : l'exploitant doit procéder à la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets via la plateforme Trackdéchets : https://trackdechets.beta.gouv.fr/), conformément au décret n° 2021-321. Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, sable de fonderie
Prescription contrôlée : article 2 Lorsque les sables de fonderie contenant des liants organiques de synthèse sont éliminés par mise en décharge, ils ne peuvent l'être que dans un site réglementé au titre de la législation des installations classées, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une fonderie, exploité par le générateur des sables ou par un tiers. Selon les caractéristiques des sables éliminés, les différents types de sites récepteurs de sables de fonderie peuvent être :

<ul style="list-style-type: none"> - une décharge contrôlée de résidus urbains (rubrique n° 322 B de la Nomenclature des installations classées) autorisée à recevoir de tels sables ; - une décharge contrôlée de déchets industriels (rubrique n° 167 de la Nomenclature des installations classées). <p>Trois types de décharges relevant de la rubrique n° 167 sont considérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les décharges de classe 1 ; - les décharges de classe 2 ; - les installations de stockage de déchets industriels inertes provenant d'installations classées. <p>article 3</p> <p>L'élimination des sables non brûlés de fonderie issus d'un procédé utilisant des liants organiques de synthèse est réalisée en décharge répondant aux caractéristiques de la classe 1.</p> <p>Lors de leur stockage sur le site de la fonderie en attente d'élimination, ces sables sont entreposés sur un sol imperméable et à l'abri des eaux pluviales et de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sables de fonderie contiennent un liant à base de résine furanique. Ce liant est un liant organique de synthèse.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant doit éliminer les sables de fonderie non brûlés en décharge de type 1 : décharge de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant indique que les sables non brûlés sont déposés dans une benne, située dans l'atelier, qui est ensuite reversée dans la coulée suivante.</p> <p>Sur site, il a été constaté que les sables brûlés, destinés à aller en décharge étaient stockés dans des bennes métalliques non abritées des eaux pluviales. Une observation est mise sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant veillera à abriter des eaux pluviales les bennes relatives au stockage des sables brûlés de fonderie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des sables brûlés de fonderie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 4</p> <p>Les sables brûlés issus des portées de noyaux sont retirés après décochage du circuit des autres sables au moment du tamisage et entreposés à part. Ils sont soumis à un protocole d'élimination identique à celui des sables brûlés non retenus au tamisage après décochage visés ci-dessous.</p> <p>article 5</p> <p>Les sables brûlés non retenus au tamisage après décochage sont éliminés en décharge répondant aux caractéristiques de la classe 2.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'au niveau des sables brûlés, 90 % sont réintroduits dans la coulée et 10 % environ sont envoyés en décharge de déchets non dangereux. En 2025, 350t ont été envoyées en décharge.</p> <p>La société Lely récupère les bennes de sable et les transporte jusqu'à sa décharge de Saint Quentin sur Isère pour stockage en alvéoles. Le BSD consulté (facture n°00963097 de 2025) indique « DIB en alvéoles déchets ultimes en entrée ».</p> <p>L'exploitant indique qu'un autre circuit de traitement existe via la réutilisation de ces sables en cimenterie. Cependant, il précise que les cimentiers refusent les petits volumes tels que les siens et il ne peut donc pas utiliser ce circuit d'élimination.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : registre des sables de fonderie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1991, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, registre des sables de fonderie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'application de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances (Journal officiel du 16 février 1985), lorsque les sables sont éliminés (ou valorisés) à l'extérieur de la fonderie, un registre est tenu à jour où sont consignées les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de départ ; - la nature et la destination des sables ; - le volume (ou le poids) des sables ; - éventuellement, le nom du transporteur. <p>Les données sont conservées par l'exploitant aux fins de contrôle par l'inspection des installations classées pendant trois ans.</p> <p>L'exploitant de la fonderie justifie de l'organisation qu'il adopte afin de veiller à la mise en oeuvre satisfaisante du tri des sables, de leur élimination et des dispositions ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2019, il avait été demandé à l'exploitant de compléter la traçabilité des déchets par les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet sortant y compris pour les sables et les poussières - le numéro de récépissé du transporteur - le code de traitement opéré, y compris pour les déchets non dangereux - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement

<p>Lors de l'inspection, il a été consulté le BSD relatif à la facture n°00963097 (relatif à l'évacuation de sable de fonderie en 2025) ainsi que le registre de l'année 2025.</p> <p>Le registre fait bien apparaître les éléments demandés ci-dessus et de la prescription de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 16/07/1991.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Schéma des réseaux d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet d'eau industrielle exceptée celles relatives à la TAR.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un schéma des réseaux d'eau (à minima pluviales de toiture et de ruissellement et des eaux sanitaires).</p> <p>L'exploitant doit élaborer un plan comportant l'ensemble de ses réseaux d'eaux (pluviales de toitures et de voiries, sanitaires, eaux industrielles liées au fonctionnement de la TAR). Les organes de sécurité doivent également y être indiqués (disconnecteur, vanne d'obturation, séparateur d'hydrocarbures,...).</p> <p>Un plan du réseau d'alimentation doit également être disponible.</p> <p>Une non-conformité est mise sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : l'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, élaborer un plan comportant l'ensemble de ses réseaux d'eaux, d'alimentation et de collecte (pluviales de toitures et de voiries, sanitaires, eaux industrielles liées au fonctionnement de la TAR). Les organes de</p>

sécurité doivent également y être indiqués (disconnecteur, vanne d'obturation, séparateur d'hydrocarbures,...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Eaux pluviales polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si les eaux pluviales de toitures et les eaux de voiries susceptibles d'être polluées sont mélangées ou séparées. L'exploitant ne dispose pas de séparateur d'hydrocarbure en sortie de ses eaux pluviales de voiries avant rejet dans le réseau des égouts communal. Il a été constaté la présence d'eau potentiellement souillée dans les regards d'eau pluviale. L'exploitant doit refaire le point sur la gestion des eaux pluviales sur la base d'un plan mis à jour : séparation des eaux propres et souillées, gestion des eaux souillées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective : L'exploitant doit refaire le point sur la gestion des eaux pluviales sur la base d'un plan mis à jour : séparation des eaux propres et souillées, gestion des eaux souillées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 4.1.1 et 4.1.2 et 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : article 4.1.1 L'alimentation en eau de l'établissement est assurée uniquement par le réseau public (eaux sanitaires et eaux industrielles). Les prélèvements d'eau non liés à la lutte contre un incendie, aux

exercices de secours ou à un cas de défaillance du système en circuit fermé (coupure de courant, panne des pompes, fuite, etc.), sont autorisés dans les quantités suivantes :
tableau: 8m³/j et 800m³/an

article 4.1.2

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

article 4.1.3

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

L'exploitant tient un registre de ses consommations d'eau depuis le 25/03/2025.

L'exploitant procède à un relevé hebdomadaire de ses consommations d'eau qu'il inscrit dans son registre.

Il en résulte sur l'année 2025, une consommation moyenne journalière <8m³ et une consommation annuelle qui devrait rester inférieure à 800m³.

Le dispositif de mesure totalisateur et le disconnecteur sont situés sous une plaque en fonte. Une photo du totalisateur a été montrée. Une photo du disconnecteur est attendue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : l'exploitant tient à disposition de l'Inspection une photo de son disconnecteur positionné sur le réseau d'alimentation en eau potable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose à minima:

-d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par des appareils d'incendie (bouches, poteaux, avec un minimum de 60 m/h par poteau) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus près du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc... dont le débit de 180 m³/h doit pouvoir être assuré sans interruption pendant au moins deux heures.

Ce débit doit pouvoir être justifié et renseigné auprès du SDIS.

-d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

-de robinets d'incendie armés ;

-de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Constats :

Lors de l'inspection, il a été consulté le PV, du 23/12/2008, des 6 poteaux incendie situés autour du site.

Ce PV a été transmis par la CAPV, responsable de l'entretien des PI, à l'exploitant.

Chacun des PI avaient un débit >120m³/h et une pression >1b.

Les PI n°169, 170 et 168 sont localisés à moins de 200m du site.

Ce test étant réalisé en 2008, des résultats de mesures plus récents sont attendus. De plus, l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose des 180m³/h requis en faisant réaliser des mesures le cas échéant en simultané sur les poteaux.

L'exploitant indique ne pas disposer de RIA mais de 75 extincteurs dont 3 en 50kg. Le certificat Q4 « CR de vérification périodique » du 28/03/2025 réalisé avec le référentiel APSAD a été consulté. Ce dernier indique que l'installation est conforme.

Sur site, il a été consulté par sondage la date de vérification sur quelques extincteurs.

L'exploitant indique disposer d'un sac de produit absorbant « DRY UP » de 5kg. Sur site il a été constaté qu'il se situait sous le bâtiment administratif, non pas au local technique comme le pensait l'exploitant.

Une non-conformité est faite sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demandes d'action corrective :**

- l'exploitant veillera, sous 1 mois, à disposer d'une réserve de sable absorbant, convenablement répartie sur son site, d'au moins 100l ;
- l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose des 180m³/h requis en faisant réaliser des mesures le cas échéant en simultané sur les poteaux.

Observation : l'exploitant justifie l'absence de RIA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois